

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 2695

[C — 2011/31479]

8 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté du Collège réuni modifiant l'arrêté du Collège réuni du 3 décembre 2009 fixant les normes d'agrément auxquelles doivent répondre les établissements d'accueil ou d'hébergement de personnes âgées et précisant les définitions de groupement et de fusion ainsi que les normes particulières qu'ils doivent respecter

Le Collège réuni,

Vu l'ordonnance du 24 avril 2008 relative aux établissements d'accueil ou d'hébergement des personnes âgées, article 11, § 1^{er}, alinéa 4 et 5;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 3 décembre 2009 fixant les normes d'agrément auxquelles doivent répondre les établissements d'accueil ou d'hébergement des personnes âgées et précisant les définitions de groupement et de fusion ainsi que les normes particulières qu'ils doivent respecter;

Vu les avis de la section des Institutions et Services pour personnes âgées de la Commission de l'Aide aux personnes du Conseil consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune, donnés les 14 décembre 2010, 11 janvier 2011 et 5 avril 2011;

Vu l'avis 49.825/3, donné le 28 juin 2011, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de l'Aide aux personnes;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la version néerlandaise de l'article 105, deuxième alinéa, de l'arrêté du Collège réuni du 3 décembre 2009 fixant les normes d'agrément auxquelles doivent répondre les établissements d'accueil ou d'hébergement des personnes âgées et précisant les définitions de groupement et de fusion ainsi que les normes particulières qu'ils doivent respecter, les mots « huishoudelijk reglement » sont remplacés par le mot « overeenkomst ».

Art. 2. Dans le titre V du même arrêté est inséré un chapitre VI, comprenant un article 126*bis*, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VI. — *Conseil participatif*

Art. 126*bis*. - § 1^{er}. Le syndic de la résidence service en copropriété est invité à chaque réunion du conseil participatif.

§ 2. Le conseil participatif établit des contacts réguliers avec le syndic ou l'association des copropriétaires et leur propose, dans le respect scrupuleux des droits et des pouvoirs de chacun, une concertation sur tous les points qui pourraient, fût-ce partiellement, ressortir de la compétence de la copropriété. »

Les modalités de la concertation sont reprises dans le règlement d'ordre intérieur. »

Art. 3. Dans la version française de l'article 132, paragraphe 3, deuxième alinéa du même arrêté, les mots « quinze jours » sont remplacés par les mots « quatorze jours ».

Art. 4. Dans l'article 135 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 3, les mots « l'ensemble des personnes âgées et » sont remplacés par les mots « la dénutrition et la déshydratation ainsi que »;

2^o dans le paragraphe 4, deuxième alinéa, le mot « parentérale » est remplacé par le mot « entérale ».

Art. 5. Dans la version néerlandaise de l'article 160 du même arrêté les mots « voor reactivering » sont insérés après les mots « een personeelslid ».

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 2011 — 2695

[C — 2011/31479]

8 SEPTEMBER 2011. — Besluit van het Verenigd College tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van 3 december 2009 tot vaststelling van de erkenningsnormen waaraan de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarden moeten voldoen alsmede tot nadere omschrijving van de groepering en de fusie en de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen

Het Verenigd College,

Gelet op de ordonnantie van 24 april 2008 betreffende de voorzieningen voor opvang en huisvesting van bejaarden, artikel 11, § 1, vierde en vijfde lid;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van 3 december 2009 tot vaststelling van de erkenningsnormen waaraan de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarden moeten voldoen alsmede tot nadere omschrijving van de groepering en de fusie en de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen;

Gelet op de adviezen van de afdeling Instellingen en Diensten voor bejaarden van de Commissie voor Welzijnzorg van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnzorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gegeven op 14 december 2010, 11 januari 2011 en 5 april 2011;

Gelet op het advies 49.825/3 gegeven op 28 juni 2011, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan personen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de Nederlandse versie van artikel 105, tweede lid, van het besluit van het Verenigd College van 3 december 2009 tot vaststelling van de erkenningsnormen waaraan de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarde personen moeten voldoen alsmede tot nadere omschrijving van de groepering en de fusie en de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen, worden de woorden « huishoudelijk reglement » vervangen door het woord « overeenkomst ».

Art. 2. In titel V van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VI ingevoegd, een artikel 126*bis* inhoudend, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VI. — *Participatieraad*

Art. 126*bis* - § 1. De syndicus van de service-residentie in mede-eigendom wordt uitgenodigd op elke vergadering van de participatieraad.

§ 2. De participatieraad onderhoudt regelmatige contacten met de syndicus of met de vereniging van mede-eigenaren en pleegt, met nauwkeurige naleving van ieders rechten en plichten, met hen overleg over alle punten die, zij het gedeeltelijk, onder de bevoegdheid van de mede-eigendom vallen. »

De modaliteiten van het overleg zijn opgenomen in het huishoudelijk reglement. »

Art. 3. In de Franse versie van artikel 132, paragraaf 3, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « quinze jours » vervangen door de woorden « quatorze jours ».

Art. 4. In artikel 135 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 3, worden de woorden « alle bejaarde personen en » vervangen door de woorden « de ondervoeding en de dehydratatie alsmede »;

2^o in paragraaf 4, tweede lid, wordt het woord « parentérale » vervangen door het woord « enterale ».

Art. 5. In de Nederlandse versie van artikel 160 van hetzelfde besluit worden de woorden « voor reactivering » ingevoegd na de woorden « een personeelslid ».

Art. 6. L'article 163 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 163. — Pour les nouveaux établissements et les établissements mis en exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté qui effectuent aux chambres des travaux de transformation ou d'extension, la superficie minimale nette des chambres individuelles, à l'exclusion des installations sanitaires, est de 15 m²; elle est de 11 m² par personne âgée dans les chambres communes.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans les établissements mis en exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et les établissements pour lesquels l'autorisation de travaux a été accordée par les Ministres ou dont le dossier projet a été approuvé par les Ministres avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, la superficie minimale nette ne peut être inférieure à 12 m² par personne âgée; elle est de 10 m² par personne âgée pour les chambres communes. »

Art. 7. L'article 164, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 164. — Pour les nouveaux établissements et les établissements mis en exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui effectuent aux chambres des travaux de transformation ou d'extension, les chambres communes ne peuvent comporter plus de deux lits. L'espace entre les lits, en longueur comme en largeur est de 1 m 30 au minimum. En outre, le lit est écarté d'un mètre minimum d'une fenêtre. »

Art. 8. L'article 165 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 165. — Pour les nouveaux établissements et les établissements mis en exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui effectuent aux chambres des travaux de transformation ou d'extension, la moitié de la capacité d'admission de l'établissement sont des chambres individuelles. »

Art. 9. L'article 168, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour les nouveaux établissements et les établissements mis en exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui effectuent aux chambres des travaux de transformation ou d'extension, l'éclairage consiste au moins en un éclairage général de la chambre et un éclairage de lecture séparé, qui doivent pouvoir être enclenchés séparément. »

Art. 10. L'article 171, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er} Pour les nouveaux établissements et les établissements mis en exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui effectuent aux chambres des travaux de transformation ou d'extension, chaque chambre comporte une installation sanitaire séparée de la chambre, comprenant une toilette, un lavabo, un miroir et une douche ou bain accessibles aux chaises roulantes avec un accompagnateur. »

Art. 11. Dans la version néerlandaise de l'article 183 du même arrêté, les modifications suivantes sont abrogés :

1° dans le deuxième alinéa, les mots « loontrekkend of vrijwillig » sont abrogés;

2° dans le troisième alinéa, les mots « In de opleidingsplannen moet onder meer in opleidingsplannen » sont remplacés par les mots « Er moet op regelmatige wijze, onder meer in de opleidingsplannen ».

Art. 12. L'article 192 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 192. — Dans l'établissement comptant au maximum 60 lits, la garde de nuit est assurée au minimum par un aide-soignant ou, si l'établissement compte au moins 50 résidents répondant aux critères de dépendance tels que stipulés à l'article 148, 3° de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, par un praticien de l'art infirmier;

Dans l'établissement comptant entre 61 et 99 lits, la garde de nuit est assurée au minimum par deux aides-soignants ou, si l'établissement compte au moins 50 résidents répondant aux critères de dépendance tels que stipulés à l'article 148, 3° de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, par un praticien de l'art infirmier et un aide-soignant.

Dans l'établissement comptant entre 100 et 130 lits, la garde de nuit est assurée au minimum par un praticien de l'art infirmier et un aide-soignant.

Dans l'établissement comptant entre 131 et 199 lits, la garde de nuit est assurée au minimum par un praticien de l'art infirmier et deux aides-soignants.

Art. 6. Artikel 163 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 163. — Voor de nieuwe voorzieningen en de voorzieningen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden uitgebaat en die verbouwings- of uitbreidingswerken in de kamers uitvoeren bedraagt de minimale netto-oppervlakte van de individuele kamers, met uitsluiting van de sanitaire installaties, 15 m² en 11 m² per bejaarde persoon in de gemeenschappelijke kamers.

In afwijking van het eerste lid, in de voorzieningen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden uitgebaat en in de voorzieningen waarvan de vergunning voor werken werd toegekend door de Ministers of waarvan het ontwerp dossier goedgekeurd werd door de Ministers vóór de inwerkingtreding van dit besluit, mag de minimale netto-oppervlakte niet kleiner zijn dan 12 m² per bejaarde persoon; zij bedraagt 10 m² per bejaarde persoon voor de gemeenschappelijke kamers. »

Art. 7. Artikel 164, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 164. — Voor de nieuwe voorzieningen en de voorzieningen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden uitgebaat en die verbouwings- of uitbreidingswerken in de kamers uitvoeren, mogen er in de gemeenschappelijke kamers niet meer dan twee bedden staan. De afstand tussen de bedden moet, zowel in de lengte als in de breedte, minstens 1 m 30 bedragen. Bovendien moet elk bed ten minste één meter van een raam verwijderd zijn. »

Art. 8. Artikel 165 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 165. — Voor de nieuwe voorzieningen en de voorzieningen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden uitgebaat en die verbouwings- of uitbreidingswerken in de kamers uitvoeren, bestaat de helft van de opnamecapaciteit van de voorziening uit één-persoonskamers. »

Art. 9. Artikel 168, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. Voor de nieuwe voorzieningen en de voorzieningen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden uitgebaat en die verbouwings- of uitbreidingswerken in de kamers uitvoeren, bestaat de verlichting minstens uit een algemene verlichting van de kamer en een aparte leesverlichting die apart moeten kunnen worden bediend. »

Art. 10. Artikel 171, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. Voor de nieuwe voorzieningen en de voorzieningen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden uitgebaat en die verbouwings- of uitbreidingswerken in de kamers uitvoeren, bevat elke kamer een sanitaire installatie gescheiden van de kamer, met toilet, wastafel, spiegel en lig- of stortbad die toegankelijk zijn voor rolstoelgebruikers met begeleider. »

Art. 11. In de Nederlandse versie van artikel 183 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden « loontrekkend of vrijwillig » opgeheven;

2° in het derde lid, worden de woorden « In de opleidingsplannen moet onder meer in opleidingsplannen » vervangen door de woorden « Er moet op regelmatige wijze, onder meer in de opleidingsplannen ».

Art. 12. Artikel 192 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 192. — In een voorziening die maximaal 60 bedden telt, wordt de nachtdienst uitgevoerd door ten minste een zorgkundige of, indien de voorziening ten minste 50 bewoners telt die beantwoorden aan de afhankelijkheidscriteria zoals bepaald in artikel 148, 3° van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, door een verpleegkundige;

In een voorziening die tussen 61 en 99 bedden telt, wordt de nachtdienst uitgevoerd door ten minste twee zorgkundigen of, indien de voorziening ten minste 50 bewoners telt die beantwoorden aan de afhankelijkheidscriteria zoals bepaald in artikel 148, 3° van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, door een verpleegkundige en een zorgkundige.

In een voorziening die tussen 100 en 130 bedden telt, wordt de nachtdienst uitgevoerd door ten minste een verpleegkundige en een zorgkundige.

In een voorziening die tussen 131 en 199 bedden telt, wordt de nachtdienst uitgevoerd door ten minste een verpleegkundige en twee zorgkundigen.

Dans l'établissement comptant plus de 199 lits, la garde de nuit est assurée au minimum par un praticien de l'art infirmier et trois aides-soignants.

Dans l'établissement de plus de soixante lits, un membre au moins du personnel de garde effectue des rondes, deux fois par nuit minimum. »

Art. 13. Dans l'article 200, § 3, du même arrêté, les mots « l'ensemble des personnes âgées et » sont remplacés par les mots « la dénutrition et la déshydratation ainsi que ».

Art. 14. L'article 255 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

Art. 255. - § 1^{er}. A l'exclusion des établissements visés à l'article 2, 4, b), β, de l'ordonnance, les Ministres autorisent, à titre exceptionnel, l'admission et l'accueil de personnes âgées de moins de soixante ans, pour autant qu'un plan d'accompagnement spécifique à ces personnes soit établi et qu'il ne dépasse pas 5% de la capacité d'agrément.

Les établissements qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, dépassent ce pourcentage, ne peuvent plus accueillir de nouvelles personnes âgées de moins de soixante ans jusqu'à ce qu'ils atteignent ce seuil de 5 %.

§ 2. Le plafond des 5 % peut être dépassé, sans toutefois dépasser les 10 % pour l'admission de personnes âgées de moins de soixante ans, pour autant que le vieillissement précoce de la personne soit attesté par un médecin et pour autant qu'un plan d'accompagnement spécifique à ces personnes soit établi.

Un entretien portant sur les questions médicales, psychosociales et financières est mené par l'établissement ou l'hébergement ou l'accueil est envisagé. Il fait l'objet d'un rapport.

L'Application du plafond fixé à l'alinéa 1^{er} fera l'objet d'une évaluation. Tous les deux ans, le service de l'Aide aux personnes de l'administration établit un rapport relatif aux demandes, aux autorisations et à leurs justifications.

Sur la base de ce rapport, le Collège est habilité à modifier si nécessaire, le plafond fixé à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Pour l'admission ou l'accueil des personnes visées aux § 1^{er} et § 2, l'établissement doit obtenir préalablement une autorisation des Ministres.

A la demande est jointe :

- un plan d'accompagnement pour les personnes visées au § 1^{er};
- un plan d'accompagnement, l'attestation du médecin et le rapport pour les personnes visées au § 2.

L'autorisation est donnée dans les dix jours de la réception à l'administration, à défaut, elle est réputée avoir été accordée. »

Art. 15. L'article 258 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 258. — L'arrêté du Collège réuni du 14 mars 1996 fixant les normes d'agrément auxquelles doivent répondre les établissements hébergeant des personnes âgées est abrogé, à l'exception de son article 68 ainsi qu'en ce qui concerne les établissements mis en exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, de ses articles 109 à 111. »

Art. 16. Les annexes 1^{re} et 2 au même arrêté sont remplacées par les annexes jointes au présent arrêté.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur Belge.

Art. 18. Les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de l'Aide aux personnes, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 septembre 2011.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,
compétents pour la Politique de l'Aide aux personnes,
Mme E. HUYTEBROECK
Mme B. GROUWELS

In een voorziening die meer dan 199 bedden telt, wordt de nachtdienst uitgevoerd door ten minste een verpleegkundige en drie zorgkundigen.

In een voorziening met meer dan zestig bedden moet ten minste één personeelslid dat de dienst waarneemt, minstens twee keer per nacht zijn ronde doen. »

Art. 13. In artikel 200, § 3, van hetzelfde besluit, worden de woorden « alle bejaarde personen en » vervangen door de woorden « de ondervoeding en de dehydratatie alsmede ».

Art. 14. Artikel 255 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 255. - § 1. Met uitsluiting van de in artikel 2, 4, b), β, van de ordonnantie bedoelde voorzieningen, verlenen de Ministers, bij wijze van uitzondering, toestemming voor de opname en de opvang van bejaarde personen van minder dan 60 jaar oud, voor zover er een specifiek begeleidingsplan voor deze personen wordt opgesteld en 5 % van de erkenningscapaciteit niet wordt overschreden.

De voorzieningen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit dit percentage overschrijden, mogen geen nieuwe bejaarde personen van minder dan 60 jaar oud meer opvangen tot ze die drempel van 5 % hebben bereikt.

§ 2. De drempel van 5% mag overschreden worden, zonder evenwel 10 % te overschrijden, voor de opname van bejaarde personen van minder dan zestig jaar oud en meer dan vijftig jaar oud, voor zover de vroegtijdige veroudering door een arts is geattesteerd en voor zover een specifiek begeleidingsplan voor deze personen wordt opgesteld.

Een onderhoud over medische, psychosociale en financiële kwesties wordt gevoerd door de voorziening waar de huisvesting of opvang gepland wordt. Dit onderhoud maakt het voorwerp van een verslag uit.

De toepassing van de drempel vastgelegd in het eerste lid zal het voorwerp uitmaken van een evaluatie. Om de twee jaar zal de Dienst voor Bijstand aan Personen van de administratie een verslag opstellen, over de aanvragen, toestemmingen en de rechtvaardiging ervan.

Op basis van dit verslag is het College gemachtigd om de drempel bepaald in het eerste lid te wijzigen.

§ 3. Voor de opname en de opvang van personen bedoeld in § 1 en § 2, moet de voorziening een voorafgaande toestemming van de ministers bekomen.

Aan de aanvraag wordt toegevoegd :

- het begeleidingsplan voor de personen bedoeld in § 1;
- het begeleidingsplan, het attest van de arts en het verslag voor de personen bedoeld in § 2.

De toestemming wordt verleend binnen de tien dagen nadat de administratie de aanvraag heeft ontvangen; bij gebreke hiervan wordt de toestemming geacht te zijn gegeven. »

Art. 15. Artikel 258 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 258. — Het besluit van het Verenigd College van 14 maart 1996 tot vaststelling van de normen waaraan de inrichtingen die bejaarden huisvesten moeten voldoen, wordt opgeheven, met uitzondering zijn artikel 68 alsmede, voor wat betreft de voorzieningen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden uitgebaat, zijn artikelen 109 tot 111. »

Art. 16. De bijlagen 1 en 2 bij hetzelfde besluit worden vervangen door de bijlagen gevoegd bij dit besluit.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag dat het bekend wordt gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 18. De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 september 2011.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,
bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan personen,
Mevr. B. GROUWELS
Mevr. E. HUYTEBROECK

Annexe 1^{re} à l'arrêté du Collège réuni du 8 septembre 2011 modifiant l'arrêté du Collège réuni du 3 décembre 2009 fixant les normes d'agrément auxquelles doivent répondre les établissements d'accueil ou d'hébergement des personnes âgées et précisant les définitions de groupement et de fusion ainsi que les normes particulières qu'ils doivent respecter

Annexe 1^{re} à l'arrêté du Collège réuni du 3 décembre 2009 fixant les normes d'agrément auxquelles doivent répondre les établissements d'accueil ou d'hébergement des personnes âgées et précisant les définitions de groupement et de fusion ainsi que les normes particulières qu'ils doivent respecter

ELEMENTS DE FRAIS	INCLUS DANS LE PRIX DE JOURNEE	SUPPLEMENT	AVANCE EN FAVEUR DE TIERS
Fonction de logement			
— L'utilisation de la chambre	X		
— Le mobilier de la chambre (adapté à l'état du résident)	X		
— Equipement de base et mobilier conformes aux différentes normes architecturales du présent arrêté	X		
— La mise à disposition d'une chaise de nuit lorsque l'état de la personne âgée l'exige	X		
— L'utilisation et l'entretien des installations sanitaires, individuelles et communes	X		
— L'utilisation des espaces communautaires, y compris les ascenseurs, conformément au règlement d'ordre intérieur	X		
— L'entretien du patrimoine, l'entretien général et le nettoyage des espaces communautaires, matériel et produits inclus; les réparations des chambres et des logements qui résultent d'une utilisation de location habituelle	X		
— Le mobilier adapté des espaces communautaires	X		
— L'enlèvement des déchets	X		
— Le chauffage de la chambre et des espaces communautaires, l'entretien des installations et chaque modification de l'appareillage de chauffage	X		
— L'eau courante chaude et froide et l'utilisation de toute installation sanitaire	X		
— Les installations électriques, leur entretien et chaque modification de celles-ci et la consommation d'électricité.	X		
— Les installations de protection contre l'incendie et pour la communication interne en fonction de l'usage communautaire	X		
— Les frais d'installation, d'entretien et de raccordement d'un téléphone accessible au public	X		
— La mise à disposition dans les espaces communautaires d'une télévision, radio ou autre matériel audiovisuel	X		
— Les installations de cuisine, leur entretien et les modifications liées à l'évolution de la législation ainsi que l'approvisionnement en matières premières et l'entreposage de celles-ci	X		
— L'entretien des chambres individuelles et du mobilier et du matériel dans les chambres	X		
— Toute mesure hygiénique conforme aux normes d'hygiène du présent arrêté, y compris la désinfection des chambres après le décès ou le départ de la personne âgée	X		
— La mise à disposition, l'entretien et le renouvellement de la literie : matelas adapté, couverture, couvre-lits, draps, oreillers, alèses La protection de la literie en cas d'incontinence	X		
— Rideaux et tentures, papier peint, et tissus d'ameublement	X		
— Frais d'entretien, de nettoyage et de réparation dus à l'usure normale (par exemple : papier peint, peinture)	X		
— Nettoyage et pressing du linge non personnel	X		
— Nettoyage et pressing du linge personnel : 1. service organisé de manière interne par l'établissement par le biais d'un salarié 2. service organisé par un prestataire externe ou indépendant	X (1.)		X (2.)
— La consommation d'électricité qui est due à une utilisation d'appareils individuels qui appartiennent au confort de base, à savoir : le frigo, la TV et la radio	X		
— Les coûts d'installation et d'entretien dans la chambre, de la radio, de la télévision, du frigo et du téléphone qui sont mis à la disposition de la personne âgée	- X		

ELEMENTS DE FRAIS	INCLUS DANS LE PRIX DE JOURNEE	SUPPLEMENT	AVANCE EN FAVEUR DE TIERS
— Les frais de raccordement individuel et d'abonnement à la radio, la télévision et au téléphone dans la chambre	-		X
— Les frais de raccordement collectif et d'abonnement à la radio, la télévision et au téléphone dans la chambre			X
Fonctions de soins	-		
— Tous les soins infirmiers et aides non financés par l'AMI	X		
— Toutes les cotisations à la mutualité			X
— Honoraires			X
— Médication (moins la réduction)			X
— L'approvisionnement, la gestion, le stock et la distribution des médicaments	X		
— Les honoraires pour les prestations remboursables, reprises dans la nomenclature INAMI, non reprises dans les forfaits, et qui peuvent être facturés aux personnes âgées.			X
— Frais d'hospitalisation			X
— Matériel d'incontinence	X		
— Coûts pour l'appareillage auditif, les lunettes, les prothèses dentaires			X
— Coûts pour la chaise roulante, les béquilles, le déambulateur	X Si cela tombe sous l'application des conventions MR-MRS-VI		X Dans les autres cas
— Matériel de soins qui n'est pas couvert par les forfaits INAMI			X
Fonction de vie		-	
— La préparation et la distribution des repas en ce compris les boissons, le respect des régimes, les collations et les boissons dont la distribution se fait systématiquement entre les repas	X	-	
— Les repas servis dans la chambre si ceci est justifié par des raisons médicales	X	-	
— Disponibilité illimitée de l'eau potable	X		
— Boissons en dehors des repas sur demande individuelle du résident, à l'exception de l'eau potable		X	
— La consommation du repas dans la chambre pour les personnes âgées valides		X	
— Produits alimentaires en dehors des repas sur demande individuelle de la personne âgée		X	
— Substances alimentaires légères et directement absorbables : 1. alimentation par voie entérale 2. compléments alimentaires 3. un repas spécial de substitution au repas normal (1)			X (1., 2.et 3.)
— Pédicure : 1. service organisé de manière interne par l'établissement par le biais d'un salarié 2. service organisé par un service externe ou indépendant	- X (1.)		X (2.)
— Manicure : 1. service organisé de manière interne par l'établissement par le biais d'un salarié 2. service organisé par un service externe ou indépendant	- - X (1.) -		X (2.)
— Soins esthétiques : 1. service organisé de manière interne par l'établissement par le biais d'un salarié 2. service organisé par un service externe ou indépendant	- X (1.)		X (2.)
— Coiffeur : 1. service organisé de manière interne par l'établissement par le biais d'un salarié 2. service organisé par un service externe ou indépendant	X (1.)		X (2.)
— Articles de toilettes (papier wc, savon, shampoing) qui sont mis à disposition par l'établissement	X		
— Articles de toilettes qui sont achetés par l'établissement à la demande expresse de la personne âgée (cf. règlement d'ordre intérieur)		- X	
— Animation organisée en dehors de l'établissement		X	

ELEMENTS DE FRAIS	INCLUS DANS LE PRIX DE JOURNEE	SUPPLEMENT	AVANCE EN FAVEUR DE TIERS
— Les activités collectives d’animation, de récréation lorsqu’elles sont organisées dans et par l’établissement	X		
— Frais de réparation du linge personnel : 1. service organisé de manière interne par l’établissement par le biais d’un salarié 2. service organisé par un service externe ou indépendant	- X (1.)		X (2.)
— Frais de transport qui se rapportent à la santé de la personne âgée : 1. service organisé de manière interne par l’établissement et dont le coût n’est pas inclus dans le prix de journée et/ou n’est pas subventionné par les pouvoirs publics 2. service organisé par un prestataire externe.			X (1.) X (2.)
— Supplément animal familial (tous les frais possibles liés à la possession d’un animal familial)		X	
Fonction de gestion			
— Les frais administratifs, indépendamment de la nature de ceux-ci, qui sont liés à l’hébergement ou à la prise en charge de la personne âgée ou qui concernent le fonctionnement de l’établissement	X		
— Polices d’assurance de toute nature : les assurances responsabilité civile, l’assurance incendie ainsi que toutes les assurances que le gestionnaire a contractées conformément à la législation, à l’exception de chaque assurance individuelle de la personne âgée	X		
— Les frais d’aménagements de la morgue 1. service organisé par l’établissement, à l’exception de la mise à disposition d’un local par l’établissement. 2. service organisé par un prestataire externe		X (1.) (fleurs,Y)	X (2.)
— Les frais d’enterrement			X
— Les taxes propres à l’établissement	X		

—————
Note

(1) Le coût d’un repas spécial est considéré comme une avance en faveur de tiers et une réduction du prix d’hébergement doit être donnée à concurrence du montant d’un repas normal.

Vu pour être annexé à l’arrêté du Collège réuni du 8 septembre 2011 modifiant l’arrêté du Collège réuni du du 3 décembre 2009 fixant les normes d’agrément auxquelles doivent répondre les établissements d’accueil ou d’hébergement des personnes âgées et précisant les définitions de groupement et de fusion ainsi que les normes particulières qu’ils doivent respecter.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,
compétents pour la Politique de l’Aide aux personnes.

Mme B. GROUWELS

Mme E. HUYTEBROECK

—————
Annexe 2 à l’arrêté du Collège réuni du 8 septembre 2011 modifiant l’arrêté du Collège réuni du du 3 décembre 2009 fixant les normes d’agrément auxquelles doivent répondre les établissements d’accueil ou d’hébergement des personnes âgées et précisant les définitions de groupement et de fusion ainsi que les normes particulières qu’ils doivent respecter

—————
Annexe 2 à l’arrêté du Collège réuni du 3 décembre 2009 fixant les normes d’agrément auxquelles doivent répondre les établissements d’accueil ou d’hébergement des personnes âgées et précisant les définitions de groupement et de fusion ainsi que les normes particulières qu’ils doivent respecter

1. Pour fixer les modalités d’assimilation des prestations de services extérieurs à des frais de personnel d’hôtellerie et procéder à leur évaluation en ETP, il faut d’abord définir précisément les quatre catégories de tâches qui peuvent être prises en charge par lesdits services extérieurs.

Ainsi :

1. la propreté et l'hygiène des locaux concernent l'entretien quotidien ménager des locaux. Ceci exclut donc le nettoyage de la voirie ou les travaux d'entretien des parcs et jardins.
 2. l'entretien technique doit être compris comme étant l'entretien non spécialisé susceptible d'être effectué par toute personne non spécialisée. Ceci exclut donc les tâches pour lesquelles un ouvrier spécialisé devrait de toute manière être appelé par l'établissement (par exemple, l'entretien des ascenseurs).
 3. les tâches de lingerie et de buanderie concernent le linge d'hôtellerie (literie, rideaux, nappes et serviettes, vêtements des membres du personnel, Y), à l'exclusion du linge personnel du résident.
 4. les tâches de cuisine et de restaurant ne posent pas de problème de définition.
2. A défaut de preuve écrite apportée par le gestionnaire de la maison de repos du montant précis de frais de personnel d'hôtellerie résultant des prestations de services extérieurs, la détermination du coût de la main d'œuvre supporté par lesdits services extérieurs est réalisée sur base du montant hors T.V.A. facturé à la maison de repos, montant auquel est appliqué un pourcentage, variable selon le type de service, afin de faire abstraction de la marge bénéficiaire, des produits utilisés, etc Y
- Nettoyage (propreté : hygiène) : 90 %
 - Entretien technique : 80 %
 - Lingerie/buanderie : 65 %
 - Cuisine/restaurant : 40 %
3. Pour fixer le nombre d'ETP obtenu par assimilation des prestations de services extérieurs à des frais de personnel, il convient tout d'abord de déterminer le coût de la main d'œuvre supporté par la maison de repos pour un ETP.
- Nettoyage (propreté/hygiène) : aaaa euros (*)
 - Entretien technique : bbbbb euros (*)
 - Lingerie/buanderie : ccccc euros (*)
 - Cuisine/restaurant : dddd euros (*)

(*) Ces montants ont été obtenus sur base de pondération de différents barèmes applicables en vertu de l'arrêté royal du 16 juillet 1997 rendant obligatoire la C.C.T. du 24 juin 1996, et auxquels ont été appliqués l'index de 1,xxxx et une majoration pour charges patronales.

A défaut de preuve écrite apportée par le gestionnaire de la maison de repos du nombre précis d'ETP ayant effectué des prestations de services extérieurs visés au point 1 de la présente annexe, le nombre d'ETP obtenu par assimilation des prestations de services extérieurs à des frais de personnel est évalué en divisant les montants visés au point 2 de la présente annexe par les montants visés au présent point.

Exemple :

Le service traiteur établit une facture de xxxxx euros hors T.V.A. pour l'année 2008 (incluant notamment des frais de personnel).

Trois hypothèses peuvent se présenter :

1. le gestionnaire a apporté la preuve écrite du nombre d'ETP. Dans ce cas la présente annexe n'est pas d'application.
2. le gestionnaire n'a pas apporté la preuve écrite du nombre précis d'ETP mais bien la preuve écrite du montant précis des frais de personnel (par exemple yyy euros hors T.V.A.) correspondant à la facture en question. Le nombre d'ETP est alors obtenu de la manière suivante : $ETP = yyy / ddddd = zzz$
3. le gestionnaire n'a pas apporté la preuve écrite du nombre précis d'ETP ni du montant précis des frais de personnel correspondant à la facture en question. Le nombre d'ETP est alors obtenu de la manière suivante : $ETP = xxx * 40 \% / ddddd = wwww$

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège réuni du 8 septembre 2011 modifiant l'arrêté du Collège réuni du 3 décembre 2009 fixant les normes d'agrément auxquelles doivent répondre les établissements d'accueil ou d'hébergement des personnes âgées et précisant les définitions de groupement et de fusion ainsi que les normes particulières qu'ils doivent respecter.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,
compétents pour la Politique de l'Aide aux personnes.

Mme B. GROUWELS

Mme E. HUYTEBROECK

Bijlage 1 bij het besluit van het Verenigd College van 8 september 2011 tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van 3 december 2009 tot vaststelling van de erkenningsnormen waaraan de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarden moeten voldoen alsmede tot nadere omschrijving van de groepering en de fusie en de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen

Bijlage 1 bij het besluit van het Verenigd College van 3 december 2009 tot vaststelling van de erkenningsnormen waaraan de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarden moeten voldoen alsmede tot nadere omschrijving van de groepering en de fusie en de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen

KOSTENELEMENTEN	INBEGREPEN IN DAGPRIJS	SUPPLEMENT	VOORGESCHOT TEN GUNSTE VAN DERDEN
Woonfunctie			
— Het gebruik van de kamer	X		
— Het meubilair van de kamer (aangepast aan de toestand van de bewoner)	X		
— De basisaccommodatie en het meubilair overeenkomstig de architectonische normen van dit besluit	X		
— Het ter beschikking stellen van een nachtstoel wanneer de toestand van de bejaarde dit vereist	X		
— Het gebruik en het onderhoud van de sanitaire installaties, individueel en gemeenschappelijk	X		
— Het gebruik van de gemeenschappelijke plaatsen, met inbegrip van de liften, overeenkomstig het huishoudelijk reglement	X		
— Het onderhoud van het patrimonium, het algemene onderhoud en het reinigen van de gemeenschappelijke plaatsen, materiaal en producten inbegrepen; de herstellingen van de kamers en huisvestingen die uit een gewoon huurgebruik voortvloeien	X		
— Het aangepaste meubilair van de gemeenschappelijke plaatsen	X		
— De afvalverwijdering	X		
— De verwarming van de kamer en gemeenschappelijke plaatsen, het onderhoud van de installaties en elke wijziging van de verwarmingsapparatuur	X		
— Het stromende koude en warme water en het gebruik van alle sanitaire installatie	X		
— De elektrische installaties, hun onderhoud en elke wijziging ervan en het elektriciteitsverbruik.	X		
— De installaties voor bescherming tegen brandgevaar en voor interne communicatie in functie van gemeenschappelijk gebruik	X		
— De kosten voor de installatie, het onderhoud en de aansluiting van een publiek toegankelijke telefoon	X		
— Het ter beschikking stellen in de gemeenschappelijke ruimten van televisie, radio of andere audiovisueel materiaal	X		
— De keukeninstallaties, het onderhoud ervan en de wijzigingen gebonden aan de ontwikkeling van de wetgeving en de aanvoer van ruwe grondstoffen en de opslag ervan	X		
— Het onderhoud van de individuele kamers en het meubilair en het materiaal in de kamers	X		
— Elke hygiënische maatregel conform de normen betreffende de hygiëne van dit besluit met inbegrip van het desinfecteren van de kamers na het overlijden of het vertrek van de bejaarde	X		
— Het beschikbaar stellen, het onderhoud en de hernieuwing van het beddengoed : aangepaste matras, dekens, spreien, lakens, hoofdkussens, steeklakens	X		
— De bescherming van het beddengoed in geval van incontinentie			
— Gordijnen en overgordijnen, behangsel en meubelstoffen	X		
— Onderhoud-, schoonmaak- en herstellingskosten t.g.v. normale slijtage (bv. behang, schilderwerk)	X		
— Was en droogkuis van het niet-persoonlijke linnen	X		
— Was en droogkuis van het persoonlijk linnen :			
1. dienst georganiseerd door de instelling via een loontrekkende	X (1.)		

KOSTENELEMENTEN	INBEGREPEN IN DAGPRIJS	SUPPLEMENT	VOORGESCHOT TEN GUNSTE VAN DERDEN
2. dienst georganiseerd door een externe dienstverlener of op zelfstandige basis.			X (2.)
— Het elektriciteitsverbruik dat te wijten is aan een gebruik van individuele toestellen die behoren tot het basiscomfort zijnde de koelkast, TV en radio	X		
— De kosten voor de installatie en het onderhoud van een radio, televisie, frigo en telefoon in de kamer die ter beschikking worden gesteld aan de bejaarde	X		
— De kosten voor de individuele aansluiting en abonnement op radio, televisie en telefoon in de kamer			X
— De kosten voor een collectieve aansluiting en abonnement op radio, televisie en telefoon in de kamer			X
Zorgfunctie			
— Alle verpleging en hulp die niet door de ZIV gefinancierd worden	X		
— Alle bijdragen ziektefonds			X
— Honorarium			X
— Medicatie (min de korting)			X
— De bevoorrading, het beheer, het stockeren en de verdeling van de geneesmiddelen	X		
— De honoraria voor verstrekkingen die zijn opgenomen in de nomenclatuur van het RIZIV voorzover ze niet begrepen zijn in de forfaits die voor de bejaarde terugbetaald worden			X
— Hospitalisatiekosten			X
— Incontinentiemateriaal	X		
— Kosten voor hoorapparaat, bril, tandprothesen			X
— Kosten voor rolstoel, krukken, looprek	X Indien dit valt onder toepassing van de overeenkomst ROB — RVT - VI		X In de andere gevallen
— Verzorgingsmateriaal dat niet gedekt is door de RIZIV-forfaits			X
Leeffunctie			
— De bereiding en verdeling van de maaltijden met inbegrip van de dranken, het naleven van diëten, de tussendoortjes en de dranken waarvan de verdeling tussen de maaltijden systematisch gebeurt	X	-	
— De dienst in de kamer als deze door medische redenen verantwoord is.	X		
— Onbepaalde beschikbaarheid van drinkbaar water	X		
— Dranken buiten de maaltijd op individuele vraag van de bejaarde met uitzondering van drinkbaar water		X	
— Het gebruik van de maaltijd op de kamer voor valide bewoners		X	
— Voedingsproducten buiten de maaltijd op individuele vraag van de bejaarde		X	
— Lichte en dadelijk opneembare voedingsstoffen : 1. enterale voeding 2. Voedingssupplementen 3. een speciale maaltijd ter vervanging van de normale maaltijd (1)			X (1., 2. en 3.)
— Pedicure : 1. dienst georganiseerd door de instelling via een loontrekkende 2. dienst georganiseerd door een externe dienstverlener of op zelfstandige basis	X (1.)		X (2.)
— Manicure : 1. dienst georganiseerd door de instelling via een loontrekkende 2. dienst georganiseerd door een externe dienstverlener of op zelfstandige basis	X (1.)		X (2.)
— Esthetische verzorging : 1. dienst georganiseerd door de instelling via een loontrekkende	X (1.)		

KOSTENELEMENTEN	INBEGREPEN IN DAGPRIJS	SUPPLEMENT	VOORGESCHOT TEN GUNSTE VAN DERDEN
2. dienst georganiseerd door een externe dienstverlener of op zelfstandige basis			X (2.)
— Kapper			
1. dienst georganiseerd door de instelling via een loontrekkende	X (1.)		
2. dienst georganiseerd door een externe dienstverlener of op zelfstandige basis wordt georganiseerd.			X (2.)
— Toiletartikelen (wc-papier, handzeep, shampoo) die door de instelling ter beschikking worden gesteld	X		
— Toiletartikelen die op uitdrukkelijke vraag van de bejaarde (cfr. huishoudelijk reglement) door de instelling worden aangekocht		- X	
— Animatie georganiseerd buiten de instelling		X	
— De collectieve animatie- en, recreatie activiteiten wanneer ze in en door de instelling worden georganiseerd	X		
— Herstellingkosten van het persoonlijk linnen :			
1. dienst georganiseerd door de instelling via een loontrekkende	X (1.)		
2. dienst georganiseerd door een externe dienstverlener of op zelfstandige basis			X (2.)
— Vervoerskosten die verband houden met de gezondheid van de bejaarde :			
1. dienst georganiseerd door de instelling en waarvan de kost niet vervat zit in de dagprijs en/of niet vanuit de overheid gesubsidieerd is			X (1.)
2. dienst georganiseerd door een externe dienstverlener			X (2.)
— Huisdiersupplement (alle mogelijke kosten verbonden aan het houden van een huisdier)		X	
Beleidsfunctie			
— De administratieve kosten, ongeacht de aard ervan, die gebonden zijn aan de huisvesting of de opvang van de bejaarde of die de werking van de instelling betreffen	X		
— Verzekeringspolissen van allerlei aard : de verzekeringen burgerlijke aansprakelijkheid, de brandverzekering alsmede alle verzekeringen die de beheerder overeenkomstig de wetgeving heeft aangegaan, met uitzondering van elke persoonlijke verzekering van de bejaarde	X		
— De kosten van mortuarium			
1. dienst georganiseerd door de instelling, met uitzondering van het ter beschikking stellen van een lokaal door de instelling.		X (1.) Bvb : bloemen,...	
2. dienst georganiseerd door een externe dienstverlener			X (2.)
— De kost van de begrafenis			X
— Belastingen eigen aan de instelling	X		

—————
Nota

(1) De kost van een speciale maaltijd wordt aanzien als een voorschot ten gunste van derden en er moet een korting gegeven worden op de dagprijs ten belope van het bedrag van een normale maaltijd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van het Verenigd College van 8 september 2011 tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van 3 december 2009 tot vaststelling van de erkenningsnormen waaraan de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarden moeten voldoen alsmede tot nadere omschrijving van de groepering en de fusie en de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,
Bevoegd voor de Bijstand aan personen,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Mevr. B. GROUWELS

Bijlage 2 bij het besluit van het Verenigd College van 8 september 2011 tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van 3 december 2009 tot vaststelling van de erkenningsnormen waaraan de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarden moeten voldoen alsmede tot nadere omschrijving van de groepering en de fusie en de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen

Bijlage 2 bij het besluit van het Verenigd College van 3 december 2009 tot vaststelling van de erkenningsnormen waaraan de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarden moeten voldoen alsmede tot nadere omschrijving van de groepering en de fusie en de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen

1. Om nadere regels vast te leggen voor de gelijkstelling van de door externe diensten geleverde prestaties met hotelpersoneelskosten en voor de raming ervan in VTE, moeten eerst de vier taakcategorïën die door die diensten kunnen worden waargenomen, precies worden vastgesteld.

Het gaat om het volgende :

1. de netheid en de hygiëne van de lokalen hebben betrekking op het dagelijks onderhoud van de lokalen. Dit sluit dus het onderhoud van de wegen of onderhoudswerken aan parken en tuinen uit.
 2. het technisch onderhoud moet worden verstaan als het niet-gespecialiseerde onderhoud dat door elke niet-gespecialiseerde persoon kan worden verricht. Dit sluit dus de taken uit waarvoor de voorziening hoe dan ook een beroep moet doen op een gespecialiseerde arbeider (bijv. voor het onderhoud van de liften);
 3. de taken betreffende het beddengoed en de wasserij hebben betrekking op het onderhoud van hotellinnen (beddengoed, gordijnen, tafellakens en servetten, kledij van de personeelsleden,Y), met uitsluiting van het persoonlijke wasgoed van de bejaarde;
 4. de taken betreffende de keuken en het restaurant hoeven niet te worden omschreven.
2. Als de rusthuisbeheerder geen schriftelijk bewijs kan voorleggen van het juiste bedrag van de hotelpersoneelskosten voor de door de externe diensten geleverde prestaties, worden de door de externe diensten gedragen arbeidskosten berekend op grond van het aan het rusthuis gefactureerde bedrag, exclusief BTW; op dat bedrag wordt een percentage toegepast al naar gelang het soort diensten om geen rekening te houden met de winstmarge, de gebruikte producten, enz. :
 - Reiniging (netheid/hygiëne) : 90 %;
 - Technisch onderhoud : 80 %;
 - Beddengoed/Wasserij : 65 %;
 - Keuken/Restaurant : 40 %.
 3. Om het aantal VTE's te berekenen dat verkregen wordt door de door externe diensten geleverde prestaties gelijk te stellen met personeelskosten, moeten de door het rusthuis voor 1 VTE gedragen arbeidskosten eerst worden bepaald.
 - Reiniging (netheid/hygiëne) : aaaa euro (*);
 - Technisch onderhoud : bbbbb euro (*);
 - Beddengoed/Wasserij : ccccc euro (*)
 - Keuken/Restaurant : dddd euro (*)

(*) Deze bedragen worden bekomen op grond van de weging van de verschillende loonschalen die gelden krachtens het koninklijk besluit van 16 juli 1997 waarbij de C.A.O. van 24 juni 1996 algemeen verbindend wordt verklaard, met toepassing van index 1,xxx en verhoogd met de werkgeverslasten.

Als de rusthuisbeheerder geen schriftelijk bewijs kan voorleggen van het juiste aantal VTE's die de in punt 1 van deze bijlage bedoelde externe prestaties hebben verricht, wordt het aantal VTE's, berekend door de prestaties van externe diensten met personeelskosten gelijk te stellen, bekomen door de in punt 2 van deze bijlage bedoelde bedragen te delen door de in dit punt vermelde bedragen.

Voorbeeld :

De traiteurdienst stelt voor het jaar 2008 een factuur op van XXXXX euro, exclusief BTW (onder meer personeelskosten inbegrepen).

Drie hypothesen kunnen zich voordoen :

1. De beheerder levert het schriftelijke bewijs van het aantal VTE's. In dit geval is de huidige bijlage niet van toepassing.
2. De beheerder levert niet het schriftelijke bewijs van het aantal VTE's, maar wel het schriftelijke bewijs van het precieze bedrag van de personeelskosten (bijvoorbeeld yyy euro, exclusief BTW) dat overeenstemt met de desbetreffende factuur. Het aantal VTE wordt dan op de volgende wijze berekend :

$$VTE = yyy / dddd = zzz$$

3. De beheerder levert noch het schriftelijke bewijs van het aantal VTE's, noch het van het precieze bedrag van de personeelskosten die overeenstemmen met de desbetreffende factuur. Het aantal VTE wordt dan op de volgende wijze berekend :

$$ETP = xxx * 40 \% / dddd = wwww. »$$

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het Verenigd College van 8 september 2011 tot wijziging van besluit van het Verenigd College van 3 december 2009 tot vaststelling van de erkenningsnormen waaraan de voorzieningen voor opvang en huisvesting moeten voldoen alsmede tot nadere omschrijving van de groepering en de fusie en de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,
Bevoegd voor de Bijstand aan personen,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Mevr. B. GROUWELS